

que l'on veut créer une monarchie, un nouveau royaume, sur ce continent, et que l'on désire avoir une cour, de la noblesse, un vice-roi et du clinquant, etc. Je suis alarmé de la position que l'on veut nous faire, car de l'extravagance on veut passer à la folie, avec tous ces projets ridicules et absurdes ! (Écoutez ! écoutez !) En 1846, lorsque l'Angleterre a abrogé les droits d'importation des grains étrangers sur ses marchés, on se rappelle quelle crise commerciale nous avons éprouvée. Avant cette époque, nos grains et autres produits étaient protégés sur les marchés anglais, en ce qu'ils y étaient admis sans payer de droits, tandis que ceux de la Mer Noire et des États-Unis payaient un droit assez élevé pour constituer une grande protection en faveur des nôtres. Cette politique nouvelle, vis-à-vis des colonies, eut des résultats désastreux pour le commerce du Canada. L'exportation des grains vers l'Angleterre fut complètement arrêtée. Il n'existait plus de débouché pour ces produits. Pour arriver au marché des États-Unis, il fallait payer 20 pour cent. Eh bien ! on se rappelle la longue et terrible crise qui a suivi l'abolition de cette protection pour nos produits, et qui a sévi durant les années 1847, 48 et 49. Dès 1847, il y a eu une crise commerciale désastreuse en Canada. Les faillites se succédèrent les unes aux autres ; la gêne se fit sentir partout. Les choses n'allèrent pas beaucoup mieux en 1848. Il était évident qu'il fallait chercher un nouveau débouché aux produits agricoles du Canada, pour lui assurer une aisance satisfaisante. Le mécontentement se fit jour et les esprits s'agitèrent. On discuta, on négocia avec les hommes politiques de l'Angleterre, mais sans obtenir de résultat satisfaisant. On crut donc trouver la solution aux difficultés commerciales du pays, dans un changement politique. De là le mouvement annexionniste de 1849. L'obtention d'un changement politique de ce genre ouvrait de suite au Canada tous les marchés des États-Unis, et aurait sans nul doute assuré la prospérité matérielle du pays. Le mouvement annexionniste rencontra des sympathies considérables dans les États du Nord de l'Union américaine ; mais dans le Sud, on s'en alarma. On redoutait l'influence qu'aurait donné au Nord l'accession d'un territoire aussi considérable que celui des deux Canadas d'abord, puis de toutes les provinces anglaises par la suite. Le gouvernement des États-Unis se trouvait

entre les mains des hommes politiques du Sud. Pour parer au danger qui menaçait son influence, ce gouvernement se montra favorable à une entente commerciale avec celui de l'Angleterre. Tous deux étaient intéressés à un rapprochement commercial, qui ne nous laisserait rien à envier à nos voisins. Dans le parlement canadien, on s'occupa de la question de réciprocité commerciale avec les États-Unis. Le gouvernement impérial approuva les démarches du gouvernement canadien, qui tendaient à mettre ses agriculteurs sur un pied d'égalité avec les Américains sur leurs marchés. Le 16 mars 1855, le traité de réciprocité conclu entre les États-Unis et l'Angleterre devint en force après avoir été ratifié par le parlement canadien. De longs débats avaient eu lieu dans le congrès américain sur cette question, mais l'influence du Sud fit triompher la mesure. Le traité de réciprocité devait exister pendant dix ans, à compter du 16 mars 1855, sans pouvoir être abrogé, mais si l'une ou l'autre des parties contractantes le jugeait à propos après les dix années expirées, elle pouvait exiger l'abrogation du traité en en donnant avis à l'autre un an d'avance. La question du rappel de ce traité a donc été agitée dans le congrès américain, depuis deux ou trois ans, avec assez de chaleur, par ceux qui trouvaient que leurs intérêts étaient lésés. Les adversaires du traité de réciprocité ont réussi dans le congrès pour deux raisons : d'abord, par l'esprit d'indignation soulevé contre le Canada, par une partie de notre presse dans son hostilité envers les États du Nord ; puis, parce que les États rebelles du Sud n'étaient pas représentés dans le gouvernement américain. Le 16 mars prochain, le président devra donc donner cet avis ; et le 16 mars 1866, les marchés des États-Unis nous seront fermés. (Écoutez ! écoutez) Nous avons vu dans le temps, que le gouvernement américain, qui était alors entre les mains des politiques des États du Sud, n'était pas favorable à l'annexion du Canada aux États-Unis, parce que ceux-ci craignaient l'influence qu'apporterait deux nouveaux États libres dans l'Union, relativement à l'esclavage. Les dix années du traité vont par conséquent finir cette année, le 16 de mars, et grâce à la conduite tenue par une forte partie de la presse du Canada à l'égard du gouvernement des États-Unis depuis le commencement de la guerre, qui désole aujourd'hui la république américaine, l'avis